

A Reims, le 11 février 2026

Communiqué du diocèse de Reims et des Ardennes

Depuis 2016, le diocèse de Reims comme tous les diocèses de France a entrepris, grâce à des personnes victimes qui sont venues rencontrer la cellule d'écoute mise en place, un travail de vérité. Tous les témoignages ont été transmis par le diocèse lui-même à la justice qui a fait les enquêtes qu'elle a jugées nécessaires.

Les fondateurs de l'association Eclats avaient été reçus par la cellule d'écoute lorsqu'ils l'ont demandé et il a toujours été répondu à leurs questions concernant leurs agresseurs, dans la mesure de ce que le diocèse pouvait connaître. Il est vraisemblable que toutes les personnes qui ont pu être victimes d'un prêtre du diocèse n'ont pas encore parlé.

C'est pourquoi la cellule d'écoute du diocèse se tient toujours à leur disposition. Elle s'est renouvelée et ses membres se forment pour les recevoir au mieux. Il est compréhensible que certaines personnes ne souhaitent pas s'adresser au diocèse et se tournent donc directement vers l'INIRR (Instance Nationale Indépendante de Reconnaissance et de Réparation créée par les évêques de France en 2021) ou vers une association comme Éclats. Mais la cellule d'écoute, comme cela a été dit à plusieurs reprises dans les journaux locaux, se tient toujours à leur disposition.

Sollicité par Ici Champagne Ardennes, le diocèse ne peut que regretter que le communiqué transmis ce jour à Ici Champagne Ardennes par l'association Éclats télescope des faits (violences, destruction d'archives, silence institutionnel) sans les mettre en perspective historique et mentionne trois noms de prêtres comme si les faits les concernant étaient établis de la même façon.

Le communiqué mentionne des faits : soumission chimique, prise de photographies pédopornographiques, dont le diocèse n'a aucune connaissance.

Le diocèse n'a connaissance d'aucune destruction d'archives faite pour dissimuler des faits à la justice. Les archives sont parcellaires parfois. Les faits d'agression mentionnés n'étaient pas connus, la plupart n'ont été dénoncés qu'à une date récente. Encore une fois, tous ceux qui ont été connus ont fait l'objet d'un signalement.

Enfin, l'archevêque a organisé à deux reprises des conférences de presse, la dernière le 30 avril 2025, au cours desquelles il a répondu à toutes les questions qui lui avaient été posées.

En septembre 2021, le diocèse avait fait jouer la pièce « Pardon ? » à Reims et à Charleville-Mézières et une vidéo avait été présentée à Fismes, à Givet et à Pouru-Saint-Remi.

Chaque année, la journée de prière pour les personnes victimes de violences sexuelles dans l'Église a fait l'objet d'une communication et a été ouverte à tout public. La prochaine aura lieu le jeudi 12 mars 2026, à 20h, à l'église Saint-Maurice à Reims.

Enfin, il est prévu qu'un appel à témoignages soit lancé dans un prochain hors-série de la Lettre d'information du diocèse à destination de tous les diocésains. L'association Eclats en a été averti, le texte de cet appel à témoignages lui a été soumis et elle a été invitée à se présenter dans ce document.

L'association Eclats est invitée depuis deux ans à rencontrer le Conseil de Vigilance du diocèse ainsi qu'à la réunion annuelle de préparation du temps de prières pour les victimes.

Le diocèse de Reims redit sa détermination à accueillir les personnes victimes, à recevoir leur témoignage, à mettre au jour les faits commis par des prêtres qui seraient mis en cause et à le faire en toute transparence à l'égard de la justice de notre pays. Il sait combien les violences sexuelles subies dans l'enfance peuvent engendrer de souffrances et de traumatismes et il souhaite contribuer à leur reconnaissance et à la réparation grâce à l'instance mise en place.

Il redit sa disponibilité à travailler avec l'association Éclats qui l'a sollicité il y a quatre jours pour mettre en place un soutien psychologique aux personnes victimes.

Contact de la cellule d'écoute du diocèse de Reims et des Ardennes : cellule@ecoute.info

Contact de l'Instance nationale Indépendante de reconnaissance et de réparation (INIRR) : secretariat@inirr.fr